



**HAL**  
open science

# Le concept et le rôle de l'Etat dans la vie économique

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Le concept et le rôle de l'Etat dans la vie économique : Pax Economica. Economie de la sécurité internationale, Institut libre d'étude des relations internationales (ILERI), Dec 2020, Paris, France. hal-03679219

**HAL Id: hal-03679219**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03679219>**

Submitted on 26 May 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Le concept et le rôle de l'Etat dans la vie économique

## Pax Economica

Jacques Fontanel  
Décembre 2020,  
ILERI

Dans l'analyse économique, l'Etat est perçu comme un organe qui rassemble l'ensemble des actions publiques, qu'elles soient régaliennes ou non. Le rôle de l'Etat porte sur les biens publics, les effets externes, le contrôle des abus de la propriété privée, le soutien à l'innovation, les externalités, les prélèvements obligatoires (et leur progressivité éventuelle), la participation aux organisations internationales, le soutien des autres agents économiques en situation de crise, et l'expression des droits régaliens. Il y a plusieurs structures d'économie nationale de marché qui dépendent beaucoup de l'organisation des pays, avec les capitalismes anglo-saxons, rhénan, chinois ou soviétique. L'économie de marché s'invite non seulement dans les démocraties, mais aussi dans les oligarchies de fait ou les dictatures, avec un poids différent accordé au rôle de l'Etat par rapport au marché. L'Etat est aussi appelé à défendre la communauté nationale et à organiser les stratégies nécessaires à la sécurité nationale.

For the economic analysis, the state is seen as a body that brings together all public actions, whether they are regalian or not. The role of the state concerns public goods, externalities, control of the abuse of private property, support for innovation, externalities, compulsory levies (and their possible progressivity), participation in international organizations, support for other economic agents in crisis situations, and the expression of regalian rights. There are several structures of national market economy that depend very much on the organization of countries, with Anglo-Saxon, Rhenish, Chinese or Soviet capitalism. The market economy invites itself not only in democracies, but also in de facto oligarchies or dictatorships, with a different weight given to the role of the State compared to the market. The state is also called upon to defend the national community and to organize the strategies necessary for national security.

Mots clés : Etat, esternalité, biens publics, économie de marché  
States, externalities, public goods, market economy

Il existe une définition ou plusieurs juridiques de l'Etat, qui dépendent des constitutions des pays et de l'ampleur de la place qui lui est réservée dans les différents pays. Cependant, pour les économistes, l'Etat représente l'ensemble des services non marchands, qu'il finance sur la base de ressources multiples provenant principalement des prestations obligatoires exigées des autres acteurs économiques, qui échappent donc (au moins partiellement) aux contraintes du marché. Dans l'analyse économique, les services de l'Etat intègrent de fait les actions des collectivités locales ou régionales, les entreprises publiques non concurrentielles et parfois même toutes les activités non marchandes. Ils expriment le primat du politique pour faire fonctionner le système économique lui-même.

Le système économique d'économie de marché ne peut subsister sans l'intervention de l'Etat, à des degrés et intensité différentes dans l'espace et le temps. Il est clair qu'en situation de crise économique, de guerre, de guerre économique, de rareté relative ou d'inégalités sociales excessives, l'Etat se doit d'intervenir. En outre, sans l'intervention publique pour contrôler le développement de monopoles, le système économique favorise directement les entreprises les plus fortes, lesquelles peuvent ensuite, au moins dans leur secteur phare, se retrouver dans une situation de monopole lui laissant une plus grande liberté en matière de prix, tout en réduisant la plage des choix possibles des consommateurs. Les lois antitrust ont un rôle essentiel pour maintenir la compétition économique du système globalisé. Pourtant, certains services marchands essentiels ont aujourd'hui contrôlés par des firmes multinationales, souvent spécialisées dans leur domaine, en situation de quasi-monopole ou alors d'oligopole fort, sans qu'il soit possible dans ce dernier cas de connaître au fond les ententes éventuelles qui pourraient exister entre elles en matière de prix ou de diffusion des produits et services. Certains services économiques, parfois initiés par la technocratie d'Etat ou la recherche-développement militaire, sont progressivement satisfaits par des entreprises privées dans le cadre d'un processus de libéralisation et de marchandisation. C'est le cas, à la fin du XXe siècle et au début du XXIe siècle, avec l'essor de l'économie digitale. Dans le cadre d'une dérégulation mondiale quasi généralisée et une concentration financière sans doute excessive, l'essor d'une économie numérique aux rendements croissants, ne manque pas d'inquiéter. Enfin, les nouvelles technologies productives augmentent l'importance des investissements sociaux dans les domaines de l'infrastructure, de l'éducation et de la recherche alors

que les valeurs vont vers l'individualisme, moins d'intérêt social dans les investissements communs.

Les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) exercent un pouvoir préoccupant, car leurs technologies modifient les méthodes de réflexion, elles s'insèrent dans l'intimité des personnes, elles éliminent progressivement les concurrents, par les rachats des startups à fort potentiel commercial. Dans ce cadre particulier, les critiques abondent concernant l'utilisation commerciale d'informations privées, l'exercice d'une technologie de domination, le recours à la spéculation financière, la force de leur lobbying qui tente directement ou indirectement à contrôler et surveiller les comportements des consommateurs et des citoyens (Fontanel Suscheva, 2019). Elles ne prennent pas en charge les conséquences sociétales de leurs actions, en évitant de manière obsessionnelle les prélèvements obligatoires par des procédures à la limite de la légalité de l'optimisation fiscale à outrance (Fontanel, 2016). Les chiffres d'affaires de ces sociétés représentaient 900 milliards de dollars en 2019, pour un patrimoine de valeurs mobilières de plus de 3.500 milliards de dollars. Les Etats commencent seulement à s'interroger sur leur pouvoir dans tous les domaines de la société, élections et imposition comprises. Si toutes les entreprises étaient en mesure d'appliquer le fonctionnement des GAFAM dans leurs rapports avec l'Etat, la plupart des services publics seraient supprimés, laissant une place béante à tous les mouvements révolutionnaires dans le mode. Profitant de la globalisation économique, ils négocient avec tous les Etats en vue de bénéficier d'avantages fiscaux considérables. Ils auraient pu acheter chacun leur île et en demander l'indépendance qui leur offrirait ainsi tous les pouvoirs de l'argent. Cependant, ils bénéficient aussi de l'appui du gouvernement américain, pour lutter contre leurs concurrents politiques venus de Chine. L'indépendance des autres Etats au regard de la puissance de l'économie digitale dans le monde de demain pose question

L'Etat doit aussi gérer les fameuses « externalités » et le contrôle de « l'abus » dans les droits de propriétés. L'exploitation implacable de la nature détériore celle-ci, tout comme les émissions de gaz produisent un réchauffement climatique qui conduisent inéluctablement à la dégradation des conditions de vie de la planète Terre et qui, in fine, sans l'intervention des autorités publiques nationales et internationales anéantiront à terme l'espèce humaine, sans limite de frontières. Certains Etats sont plus en risque, mais chacun d'entre eux devrait être affecté si la gouvernance climatique globale et multilatérale n'est pas en condition de contenir les effets du réchauffement climatique. Aujourd'hui, l'idée d'un développement soutenable n'est pas seulement

souhaitable, il est déterminant. Or, l'économie de marché fonctionne dans le court terme et les occasions de profit vont souvent avec des destructions de matières premières, d'énergie fossile ou de pollution de l'air, de l'eau et de la terre. Dans ce cadre, l'Etat se doit d'intervenir en fixant des règles, dont celle du Pollueur payeur n'est qu'un exemple incomplet et parfois trop complaisante, pour être une panacée, comme aurait pu le dire les « gilets jaunes » en France.

Lorsque le système économique connaît une crise, l'Etat doit intervenir. Les enjeux économiques sont alors essentiels et impliquent une augmentation de la dette de l'Etat, lequel doit maintenir des revenus minimums à chaque citoyen et à soutenir des entreprises en grande difficulté. Certes, il ne s'agit pas non plus de s'engager dans des dettes excessives, mais le choix n'est pas discutable si l'économie doit rebondir. Ceux qui souhaitent que l'Etat se préoccupe d'abord de la dette, en évitant son accroissement notamment, n'ont qu'une image incomplète de la réalité de la société. En l'absence de l'effort de l'Etat, les crédits nécessaires aux écoles, universités, hôpitaux, police, armée seraient considérablement réduits. Dans cette situation, soit le gouvernement accepte une paupérisation présente et future de toutes les personnes de catégorie sociale et professionnelle peu aisée, ce qui créerait un terreau favorable à une situation révolutionnaire pour tous les mouvements qui contestent l'économie de marché et sa violence sociale. L'inquiétude porte plus sur les dérives de la spéculation financière internationale, les inégalités sociales croissantes et les conditions de vie sur Terre, lesquelles menacent bien plus sûrement que la dette publique l'avenir économique et social des nouvelles générations.

En outre, les marchés sont souvent incapables de développer les biens collectifs (notamment sociaux) et les décisions économiques de long terme. Les biens publics purs ont deux caractéristiques essentielles, la « non exclusion » et la « non rivalité ». Les services administratifs de l'Etat, des routes ou lampadaires publics, les hôpitaux, la défense nationale ou la police répondent généralement à ces critères. La défense nationale, la justice ou l'enseignement sont des biens publics gratuits dans une république, ainsi que les questions sanitaires lorsqu'il s'agit de santé publique. Le rôle de l'Etat dépend alors des systèmes politiques mis en place. Le principe républicain d'égalité des chances conduit à l'école publique gratuite. De nombreux biens pourraient être produits par le secteur privé, mais pour des raisons d'égalité des chances, l'Etat doit intervenir soit pour assurer directement tout ou partie de ces services. Il dispose en outre d'un horizon temps plus long que celui des entreprises privées et il peut agir pour modifier une action hautement profitable à l'entreprise qui provoquerait à terme des effets négatifs sur

la population des autres générations. Enfin, l'Etat doit être comptable de la solidarité nationale. Ainsi, pour le financement de ses propres activités, il doit réclamer des impôts ou taxes plus que proportionnels au regard des revenus et de la fortune de chaque personne physique ou morale exerçant leurs activités à l'intérieur du territoire.

Aujourd'hui, dans le cadre de la globalisation, le rôle régulateur de l'Etat et son droit régalien sont considérablement remis en question, notamment dans tous les pays à faible développement économique, selon les critères d'une économie de marché. Les organisations internationales établissent des règles, mais celles-ci restent fondamentalement dominées par les valeurs libérales, même à l'égard des pays en voie de développement (Matteudi, Fontanel, 2015). L'importance prise par les « affaires économiques » conduit à un « économisme libertaire » qui réduit le pouvoir d'un Etat protecteur de tous ses citoyens. Dans ces conditions, l'Etat souffre du matérialisme dominant, ce qui pose le problème aigu de la démocratie réelle. La direction de l'Etat est, dans les pays démocratiques, choisie par des élections, mais le résultat de celles-ci est dépendant des informations rendues disponibles aux électeurs. En Russie, les médias sont contrôlés, les informations censurées, il y a une démocratie de droit qui ne peut pas vraiment s'exprimer, compte tenu de la partialité des informations fournies. En France quelques milliardaires disposent de la plupart des journaux soit directement comme propriétaires majoritaires, soit par le truchement de la publicité nécessaire à la survie des médias. Dans le cadre de la globalisation (Fontanel, Henriques, 2007), cette situation n'est pas sans créer un danger important aux valeurs démocratiques qui, dans les pays développés au moins, constitue une valeur défendue par les Etats eux-mêmes : or, ceux-ci ne contrôlent plus les informations, dans un univers qui accepte la perte progressive des solidarités. La réduction du rôle de l'Etat, qui était souvent le garant de ces valeurs, conduit inéluctablement à un monde fondé sur les inégalités et la violence. La globalisation, destructrice des valeurs de l'Etat, conduit inéluctablement à un regain inquiétant de la violence.

L'idée selon laquelle la maximisation de la consommation personnelle est centrale dans le bien-être est un principe vieux d'à peine deux siècles. Sans cette croyance fortement ancrée, la structure d'encouragement du capitalisme et le concept moderne de croissance n'ont pas de sens. Pour les Egyptiens, « l'autre vie » après la mort était au centre des préoccupations quotidiennes. Le pharaon se préoccupait d'abord de sa vie éternelle et la construction des pyramides prenait alors tout son sens. Les opinions et biens personnels n'étaient pas valorisés, seuls comptaient les biens collectifs sur terre, et la vie éternelle. Les Romains, fameux stratèges et organisateurs, n'étaient que très

faiblement concernés par les affaires commerciales, les subventions alimentaires étaient courantes et le juste prix était la règle. La Chine disposait d'une technologie plus évoluée qu'en Europe (hauts-fourneaux, poudre, canons, papier, ponts à suspension, porcelaine, imprimerie, etc), ils auraient pu conquérir le monde. Mais ces technologies, perçues comme une menace par les nobles, étaient contrôlées socialement par les textes canoniques de Confucius qui donnaient la solution de tous les problèmes, en limitant le champ d'application des innovations (Fontanel, 2000).

Contrairement à l'Empire romain, le travail est le centre de la vie sociale, le passage à l'âge adulte, le lieu privilégié de réalisation de son identité, l'objet de ses investissements intellectuels et de ses connaissances techniques. Le travail est une fin, il est à la fois son propre espace de liberté de sa compétence et le lieu de ses propres aliénations. Le chômage est devenu de ce fait un indicateur essentiel de "l'horreur économique" (Forrester). Comme la croissance économique a été constante, le chômage a favorisé l'émergence d'une nouvelle répartition des revenus, au bénéfice des managers, des actionnaires ou des prêteurs. Dans le monde réel, les salaires sont liés au travail et non au travailleur. Plusieurs causes de différenciation interviennent, comme l'existence des syndicats, la connaissance recyclée, la dérégulation de certaines industries, l'augmentation de la population (notamment immigrée), les droits à la retraite et les programmes sociaux. Les revenus dépendent de critères pas toujours bien élucidés, notamment pour les hauts revenus. S'il existe des îlots de richesse, il existe aussi des océans de pauvreté.

La plupart des actions nationales et internationales de solidarités subissent la crise. Selon Gary Becker, le capitalisme a besoin des droits de propriété pour fonctionner, mais pas nécessairement par le canal des biens publics. Selon lui, on pourrait tout aussi bien assurer une sécurité privée. Cette idée dominante à la fin du XXe siècle a conduit le FMI et la Banque mondiale à valoriser le fameux consensus de Washington, lequel incitait les pays en développement en difficulté à se débarrasser de leurs structures publiques jugées inefficaces. Il était alors proposé privatiser les entreprises publiques, de déréglementer les marchés, d'assurer la protection des règles de la propriété industrielle, de lutter drastiquement contre l'endettement public, d'appliquer les réformes fiscales faiblement progressives, de délivrer les marchés financiers nationaux ainsi que le commerce extérieur. Ces principes imposaient la prééminence du secteur privé dans le domaine économique.

L'Amérique Latine s'est engagée dans la voie d'une libéralisation rapide et risquée, avec un retour aux régimes démocratiques, une intégration régionale accrue, et un assainissement des bases économiques. Cependant, le redressement s'est fait en bradant les patrimoines nationaux, avec une forte privatisation, une réduction du service public et à un accroissement des inégalités. La démocratie se fait sur un lit d'exclusion sociale, et le développement des 3D (dette, drogue, détournements). Aujourd'hui, le problème de la dette n'est toujours pas résolu malgré un coût social considérable. En l'absence d'une discipline collective difficile, le capitalisme n'accorde aucune valeur aux idéaux sociaux comme l'honnêteté ou l'égalité. Or, l'être humain est défini aussi par un support social, établi afin d'éviter un individualisme exacerbé fortement destructeur de toute valeur et même de toute vie sociale. L'altruisme, comme fondement égoïste du développement de sa propre sécurité, existe aussi.

On peut se demander si l'Afrique est en faillite. Cependant, l'ampleur de l'économie informelle et des mécanismes de redistribution expliquent que l'Afrique soit moins pauvre qu'il n'y paraît. C'est une économie de plus en plus souterraine, avec des inégalités de revenus extrêmes, caractérisée par l'importance inévitable du clientélisme et la privatisation concrète de la sphère étatique. La crise de l'Afrique s'explique partiellement par la fin de ses rentes des matières premières, de l'aide et stratégique. Cependant, les responsabilités de cette gabegie sont autant internes qu'internationales.

Les firmes, axées sur le matérialisme du profit optimal, ici et maintenant, n'ont aucune loyauté envers leurs travailleurs. Le salariat a connu le taylorisme (pas encore mort), le toyotisme (avec une culture d'entreprise) et la haute technologie. Dans le modèle américain, la gestion de l'emploi est laissée aux mécanismes du marché, même s'il subsiste parfois, dans les procédures de licenciements, la règle des "derniers embauchés, premiers licenciés". Dans le modèle japonais, l'emploi à vie est modulé par le caractère variable des rémunérations et la protection de l'économie nationale traditionnelle. Enfin, le modèle européen est fondé sur la lutte contre le chômage et les ressources garanties, mais, pour soutenir la concurrence internationale, avec l'acceptation d'une meilleure flexibilité, le recours au chômage technique ou au travail temporaire, la recherche d'une pleine exploitation des outils. Ces transformations ont modifié les rapports sociaux. Le rôle des syndicats est contesté. La protection sociale est à redéfinir.

Enfin, les nouvelles technologies de communication transforment le monde des affaires. Elles favorisent la gestion des sociétés



multinationales, qui choisissent leurs implantations avec moins de contraintes géographiques et travaillent avec plus d'équipements et de meilleures technologies. Toute la hiérarchie des décisions en est modifiée, par plus de flexibilité et de rapidité dans l'action. L'éducation est amenée à la fois à intégrer l'altruisme (financement public) et l'égoïsme (financement partiel), afin d'éviter que les riches soient les seuls compétitifs.

La question qui se pose est de savoir si la démocratie est un préalable au développement. Un système éclairé autoritaire peut s'avérer plus utile qu'une démocratie corrompue. Il existe un conflit entre l'idée "égalitariste" de la démocratie (un homme, un vote) et l'inégalité revendiquée par le capitalisme, que la société de "welfare" a cherché à réduire progressivement. Dans les sociétés de marché contemporaines, le pouvoir vient de la fortune et de la position politique façonné par le code du pouvoir (Guillaume, 1974). Il est toujours possible de convertir le pouvoir économique en pouvoir politique et inversement. Le capitalisme conduit à une distribution inégalitaire du pouvoir d'achat très large en comparaison des autres distributions de caractéristiques humaines, comme la taille ou le poids des hommes. Le capitalisme a défendu les inégalités congruentes, comme il élimine le faible d'une manière quasi eugénique. Des droits inégaux de vote ne sont pas nécessaires dans les démocraties pour préserver les inégalités capitalistes. Il suffit de convaincre ou de financer les élus potentiels. Le pouvoir économique devient une clef du pouvoir politique. Le capitalisme réagit généralement bien aux crises sociales, alors que les démocraties sont mal armées, avec des majorités souvent conservatrices. La richesse croissante n'est pas utile pour la consommation, mais pour le pouvoir de décision. La ploutocratie est bien en place.

Avec la mort du socialisme, le capitalisme n'a plus de compétiteur plausible. Les changements structurels massifs requis sont toujours combattus par les intérêts acquis. Il est difficile d'avoir une idéologie égalitaire (démocratie) et un système économique provoquant de fortes inégalités. Les exclus développent de nouvelles valeurs et ils recherchent de nouvelles organisations. Alors que le capitalisme s'allie parfois à eux, les fondamentalistes religieux souhaitent prendre le pouvoir, en rejetant notamment les valeurs marchandes. À terme, le soutien populaire risque de manquer au capitalisme, avec l'augmentation des inégalités et l'apparition d'un "lumpen prolétariat".

Au plan mondial, des politiques de coopération sont nécessaires et elles impliquent la perte d'une partie importante de la souveraineté nationale. Les gouvernements ne peuvent plus agir indépendamment

dans la sphère économique. La globalisation est une procédure dangereuse dans une économie nationale en crise. La compression du temps et de l'espace a forcé les pays à repenser leurs politiques nationales et à chercher une plus grande coopération économique. Or, la mondialisation n'est pas un processus démocratique, puisque les acteurs extérieurs au pays exercent une influence considérable sur la vie nationale. La démocratie a besoin d'une utopie, une route vers une meilleure société, une vision qui dépasse les intérêts particuliers étroits.

L'économie libérale est toujours convaincue de la capacité de l'économie de marché à produire un avenir de paix. Sa généralisation par la globalisation pourrait conduire même à la « fin de l'histoire » (Fukuyama). Cependant, le terme démocratie est utilisée de manière si différente, parfois même cavalière, par les gouvernements au pouvoir. L'uniformisation des structures n'est pas encore réalisée. Le capitalisme américain est dominé par l'exigence de rentabilité, l'importance du contrat, le pouvoir du juge, et le poids des financiers. Le capitalisme rhénan s'inscrit plutôt dans le souci de l'action dans la durée et le règne des conventions collectives. En France le système est hybride, avec une volonté sociale affirmée, mais de plus en plus contestée par la globalisation. Le capitalisme chinois suppose la recherche du profit rapide, le fort soutien d'un Etat dominé par le Parti Communiste et le poids des parrains, véritables oligarques masqués sous couverture socialiste. Les inégalités sociales croissent d'année en année et les services publics ont perdu de leur ouverture universelle. Enfin, le capitalisme « soviétique » a globalement transformé la Nomenklatura soviétique en oligarques, lesquels n'ont pas créé un système oligarchique, car ces dirigeants d'entreprise sont devenus milliardaires avec l'aval ou le soutien de Vladimir Poutine, dont le pouvoir s'apparente plus à une dictature qu'à une démocratie. Toute élection ne produit pas une démocratie, encore faut-il que les citoyens soient informés ou qu'ils puissent faire connaître leurs options politiques sans risquer d'être arrêtés. Enfin, les affaires de la Tchétchénie, de la Géorgie du Sud, de l'Abkhazie, de la Crimée ou du Donbass témoignent aussi du retour à la prédation territoriale qu'un pouvoir démocratique n'aurait sans doute pas entrepris (Brunat, Fontanel, 2015).

Un retour à de plus forts Etats-Nations n'est pas une utopie, mais un phénomène potentiellement possible. Pour les Chinois, les règles ne sont que des compromis momentanés. La seule question est de savoir quelles formes prendront ces Etats et si la restauration de cette souveraineté sera plus pacifique que celle promise par une globalisation dangereuse si elle n'est pas organisée collectivement. Les sentiments nationaux n'ont pas disparu, les occasions de conflits non plus. Les

dépenses militaires et les ventes d'armes mondiales augmentent, notamment en Chine, en Russie et aux Etats-Unis. Les questions relatives aux sanctions économiques imposées à la Russie à la suite de l'annexion de la Crimée mettent en évidence la tension des relations internationales, tout comme la politique de la Chine sur les petites îles de l'archipel de Paracels, sans oublier la revendication territoriale et politique de Taïwan.

La concurrence imposée entre les Etats n'est pas souhaitable au regard d'une politique coordonnée en matière de santé, d'éducation, de subventions et de soutien régional. Tout le système fonctionne sans véritable leader, autre que la prédominance des "valeurs américaines" généralisées. Sans socialisme, le capitalisme n'a plus d'âme et la démocratie n'est plus une idéologie unificatrice. Tout le monde suit son propre intérêt. Les nouvelles technologies de l'information rendent encore plus difficile le leadership, car elles réduisent le mystère et accroissent le propre pouvoir de ceux qui les maîtrisent. Ce capitalisme n'a plus de concurrents et la démocratie dominante est pervertie par une ploutocratie « triomphante ». Le danger n'est pas que le capitalisme explose comme le communisme, car sait se régénérer, en privilégiant toujours les rapports étroits entre les pouvoirs politiques et économiques. Cependant, la construction et le fonctionnement de l'Etat peuvent être fondées sur des valeurs humaines qui permet aux pouvoirs publics, tout en laissant une liberté d'action aux entités privées dans le respect des lois établies, de conduire une action qui soit, in fine, satisfaisante pour l'ensemble des citoyens. Il peut ainsi décider de l'écart maximal des revenus annuels ou des patrimoines entre les déciles les plus hauts et les plus faibles, par l'usage des prélèvements obligatoires, tout en récompensant, dans leurs choix, les innovations qui ont apporté une amélioration substantielle aux conditions de vie des citoyens. C'est un véritable enjeu de la civilisation d'aujourd'hui.

## **Bibliographie**

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et des industries d'armement. *Cahiers de l'Espace Europe*, Grenoble.

Barre, R., Fontanel, J (1991), *Principes de politique économique*, Coll. Eco+, PUG, Grenoble.

Brunat, E., Fontanel, J. (2015), La sécurité internationale et la réforme militaire en Russie, in *Union européenne-Russie : une relation particulière*, Université Savoie Mont-Blanc, Chambéry. 2015,

Brunat, E., Fontanel, J. (2015), L'économie de la Russie, les grands défis à relever (avec Eric Brunat), *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris, 2015.

Brunat, E. Fontanel, J. (2018), La Russie de retour comme puissance militaire ? *Annuaire Français des Relations Internationales*, Vol.19.

Brunat, E., Fontanel, J., (2020) La science économique comme idéologie. La science de gestion comme viatique de l'actionnaire, *Marchés et organisation*

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Mondialisation, guerre économique et souveraineté, in « *La question politique en économie internationale* », La Découverte, Paris.

Fontanel J. (2005), *La Globalisation en « analyse » : Géoeconomie et Stratégie des Acteurs*, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Henriques, P. (2007) *A globalização em « análise » : geoeconomia e estrategia dos actores*, Instituto Piaget, Lisboa.

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in *The evolving boundaries of defence : an assessment of récent shifts in defence activities*, Emerald.

Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, Etats filous*, Collection "Les idées et les théories à l'épreuve des faits", L'Harmattan, Paris,

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM, *Annuaire Français des Relations Internationales*, 20.

Fontanel, J. (2019), *GAFAM, a progress and a danger for civilization*, Financial Architecture; Forced Economic Development in the Context of External Shocks and Internal Inconsistencies, State University of Economy of Saint-Petersbourg (UNECON), Apr 2019, Saint-Petersbourg, Russia

Fontanel, J. (2019), Différends, conflits et guerres économiques, *Paix et sécurité européenne et internationale*.

Fontanel, J. (2020), La globalisation atteinte de coronavirus. Inégalités, égoïsme, ploutocratie, insécurité, *ThucyBlog*.

Fontanel, J. (2020), *Les crises économiques mondiales du système capitaliste. Quels recours ? Le marché, la mondialisation, les Etats ?* ILERI, Paris

Fukuyama, F. (1989), The end of History, *The National Interest*

Galbraith, J.K. (1974), La science économique et l'intérêt général, Editions Gallimard, 1974.

Guillaume, M. (1974), *Le capital et son double*, PUF, Paris.

Matteudi, E., Fontanel, J. (2015), L'action de l'OMC et de la CNUCED favorisent-elles la réduction de la pauvreté dans le monde ? *Annuaire Français des Relations Internationales* (AFRI), Paris.

Saby, B, Saby, D (2019), La science économique, paravent de la guerre économique, *Annuaire Français des Relations Internationales*.

Smith, R., Fontanel, J. (2008), International security, defence economics and the powers of nations, *War, peace and security*, Emerald.

Sur, S. (2020), *Les aventures de la mondialisation*. Documentation française.

Sushcheva, N., Fontanel, J. (2020), *L'arme économique du droit extraterritorial américain.*, hal-02144089.